

## **La décroissance est-elle antisociale ?**

*La décroissance*, n°104, pp.14-15

---

Pour se donner une idée des inégalités écologiques mondiales, on peut utiliser les résultats de l'empreinte écologique, un outil qui permet d'estimer les surfaces de terre et de mer qu'il faut mobiliser pour répondre à notre consommation. Par exemple, l'empreinte écologique d'un terrien est d'environ 2,7 hectares : c'est la surface de la planète qu'il faut utiliser pour produire les ressources renouvelables que nous consommons, et pour absorber les émissions de gaz à effet de serre que nous émettons. La première difficulté vient du fait que notre planète ne compte en moyenne que 1,8 hectare de surfaces biologiquement productives par habitant. En soit, c'est déjà problématique : cela signifie que nous consommons certaines ressources renouvelables au-delà de leur capacité de renouvellement, et que nous émettons plus de CO<sub>2</sub> que la nature ne peut en séquestrer. L'autre problème vient du fait que ce déficit écologique mondial cache de très grandes disparités. L'empreinte écologique d'un Afghan dépasse à peine 0,1 hectare, tandis que celle d'un étasunien avoisine les 8 hectares... soit un rapport de 1 à 80 !

Ecologiquement parlant, le verdict est donc sans appel : le mode de vie des pays riches n'est pas soutenable, et il est vecteur de très grandes inégalités. Par exemple, si chaque habitant de la planète vivait comme un français, il faudrait 2,5 planètes pour répondre de manière pérenne à nos besoins. Pour généraliser le mode de vie étasunien, il faudrait 4 planètes, etc. Afin de résorber ces inégalités et partager équitablement les ressources limitées de la nature, une solution de bon sens s'impose : la réduction de l'empreinte écologique des pays riches. Et comme l'empreinte écologique d'un pays est étroitement corrélée à sa richesse économique, on voit difficilement comment enclencher une réduction significative de l'empreinte écologique des plus riches sans une franche décroissance de leurs consommations. En partageant plus équitablement le gâteau, on permettrait alors aux inégalités économiques et écologiques mondiales de reculer. C'est ce que proposent les tenants de la décroissance. Mais alors, comment se fait-il que la décroissance soit parfois accusée d'être antisociale ?

Tout simplement parce que, dans une économie productiviste, la décroissance est synonyme de récession. Et la récession est antisociale, essentiellement pour deux raisons : 1) parce qu'elle détruit de l'emploi, et 2) parce qu'elle entraîne une baisse des ressources disponibles pour financer les mécanismes de solidarité. Essayons d'y voir plus clair :

1) Récession = chômage. L'équation est assez simple à comprendre : à quantité de travail égal, l'augmentation continue de la productivité du travail permet d'accroître la quantité de ce qui est produit. Du fait de la mécanisation et de la rationalisation des tâches de production, on produit donc sans cesse plus de biens et de services : il faut donc à tout prix consommer plus, sans quoi la productivité se traduit par une destruction de travail. Dans ce schéma, moins consommer, c'est évidemment détruire de l'emploi.

2) Récession = fragilisation des systèmes de solidarité. Là encore, l'équation est simple : si le volume du PIB décroît, alors mécaniquement, à taux de prélèvement constant, l'argent disponible pour faire fonctionner les systèmes de solidarité hérités des trente glorieuses décroît d'autant. C'est moins d'argent pour les retraites, pour l'assurance chômage, pour la sécurité sociale, etc.

Dans une économie productiviste, pour préserver l'emploi et les mécanismes de solidarité, il faut donc de la croissance. Et tant pis pour l'empreinte écologique, les générations futures et les pays pauvres. Evidemment, il y aurait bien une autre solution : celle qui consiste à sortir du productivisme et de l'inégalitarisme. C'est à dire arrêter cette course stupide à la productivité, réduire et partager le temps de travail, répartir équitablement les richesses en fixant un revenu maximum autorisé, faire décroître (et disparaître) tous les secteurs d'activité qui nuisent à la santé et à l'environnement, favoriser la qualité plutôt que la quantité, la coopération plutôt que la compétition, bref... inventer une économie post-croissance. Par exemple, si tous les gains de productivité acquis depuis le début des années 1950 avaient été investis dans la réduction du temps de travail (plutôt que dans l'accroissement de la production) on travaillerait alors aujourd'hui environ un jour par semaine : l'homme serait libéré du travail,

au lieu de lui être asservi, et notre empreinte écologique serait deux fois moindre ! Mais il arrive que les gains de productivité se soient opérés au détriment de l'environnement : il faudrait dans ce cas remettre en cause une partie de ces gains : car réduire la productivité, c'est à la fois augmenter la quantité de travail et la qualité de la production. Par exemple, si l'agriculture industrielle et intensive était remplacée par une agriculture locale et biologique, la qualité des produits et le contenu en emploi de l'agriculture seraient largement augmentés. Les sommes colossales d'argent public employées pour lutter contre l'impact sanitaire et environnemental de l'agriculture pétrochimique n'auraient plus lieu d'être. Il y aurait plus d'emploi, plus de qualité, moins de dégâts environnementaux, moins de coûts sociaux induits. Et ce n'est là qu'un exemple...

Mais cela, évidemment, c'est beaucoup trop compliqué. Pas vrai ? Alors mieux vaut détruire la planète en invoquant la croissance et en traitant les écologistes d'irresponsables et d'égoïstes. C'est tout de même beaucoup plus simple...

Aurélien Boutaud  
Environnementaliste  
Co-auteur de *L'empreinte écologique* (La Découverte)

<http://www.ladecroissance.net/?chemin=journal&numero=104>

